

Comment sortir de la crise Agricole ?

Le Monde 9 février 2016

Vive la production artisanale

L'exportation de produits bas de gamme subventionnés ne rapporte plus rien. Seule la production de denrées à haute valeur sanitaire, gustative et environnementale pourrait être rentable pour les agriculteurs et bénéfique pour les consommateurs

L'agriculture française est en crise et nos agriculteurs, mal rémunérés par la vente de leurs produits, sont en plein désarroi. Cette situation n'est pas vraiment nouvelle ; mais à force d'égrener des subventions ici où là, nos gouvernements étaient parvenus jusqu'à présent à étouffer tant bien que mal leur colère. Sans malheureusement s'attaquer aux problèmes structurels de notre agriculture ni parvenir à enrayer la disparition d'un très grand nombre d'exploitations agricoles.

Il ne faut pas se voiler la face : la France des multiples petits terroirs ne peut plus être compétitive sur les marchés internationaux en tentant d'exporter des denrées standards produites à grande échelle. Les poulets bas de gamme nourris avec du maïs et du soja brésiliens ne peuvent guère être vendus plus cher que des poulets brésiliens ; l'éthanol issu de nos betteraves cultivées sous les nuages ne peut rivaliser avec celui des cannes à sucre produites dans d'immenses exploitations sous le soleil brésilien ; la poudre de lait bretonne ne peut guère être exportée à un coût moindre que celle fournie par les " fermes des 1 000 vaches " déjà existantes en Allemagne et en République tchèque. Et nos blés à 90 quintaux à l'hectare, coûteux en engrais de synthèse et produits pesticides, sont menacés par la concurrence des blés à 30 quintaux produits dans les immenses domaines roumains et ukrainiens.

A cela s'ajoute le fait que la France et l'Union européenne sont désormais déficitaires pour plus des deux tiers en protéines végétales pour l'alimentation humaine et animale : les haricots de nos cassoulets sont très largement importés d'Argentine et nos animaux sont gavés de soja ou tourteaux de soja transgéniques en provenance des Etats-Unis et d'Amérique du Sud !

coûts de dépollution élevés

Seuls parviennent désormais à rémunérer correctement nos agriculteurs les produits bio, -labellisés ou d'appellation d'origine protégée. Notre excédent de la balance commerciale agricole provient déjà pour les deux tiers de produits de terroir à haute valeur ajoutée : vins, spiritueux, fromages d'exception, etc. L'exportation à vil prix de produits bas de gamme subventionnés, quant à elle, ne rapporte vraiment plus grand-chose.

Beaucoup d'agriculteurs considèrent cependant qu'il leur faut poursuivre avec les formes actuelles d'agriculture industrielle, de façon à pouvoir nourrir à moindre coût une population croissante, quitte à considérer les problèmes environnementaux et sanitaires engendrés par celles-ci comme étant relativement secondaires. Il leur a été répété maintes fois que pour rester compétitifs sur les marchés mondiaux, il leur faudrait toujours davantage mécaniser, motoriser et spécialiser leurs systèmes de culture et d'élevage, de façon à produire à grande échelle les denrées standards exigées par les agro-industries et la grande distribution.

Mais on sait que ces produits vendus à bas prix nous reviennent en fait très cher, du fait des coûts de la dépollution pour l'eau potable, des impôts à payer pour retirer les algues vertes du littoral, des maladies provoquées par les pesticides, de l'abaissement des nappes phréatiques, de la surmortalité des abeilles, etc.

Et nos productions exportées à vil prix vers ceux des pays du Sud qui sont déficitaires en nourriture contribuent à ruiner définitivement les paysanneries de ces pays qui travaillent encore pour la plupart avec des outils manuels. Ne pouvant plus rester dans la course, elles ne parviennent donc pas à équiper leurs fermes en vue de produire

davantage et sont condamnées à partir en masse vers les bidonvilles ou tenter l'aventure des migrations clandestines.

Ce sont pour une très large part les distorsions de prix et de rémunération introduites par les subventions de la politique agricole commune (PAC) qui ont été à l'origine de nos errements.

Mais pourquoi ne réorienterions-nous pas celle-ci pour que les paysans, quand ils travaillent pour leur intérêt privé, soient incités à mettre en œuvre les systèmes de culture et d'élevage les plus conformes à l'intérêt général ? A l'heure où nos médecins s'inquiètent des effets de la présence de résidus pesticides dans notre alimentation et notre eau de boisson, ne conviendrait-il pas de promouvoir la production de denrées à haute valeur sanitaire, gustative et environnementale ?

fertilisation biologique

Quitte à taxer l'emploi des produits pesticides et celui des engrais azotés de synthèse, coûteux en énergie fossile et très émetteurs en gaz à effet de serre (protoxyde d'azote). Quitte aussi à rémunérer les agriculteurs pour leurs éventuels services environnementaux : séquestration du carbone dans la biomasse végétale et l'humus des sols, réintégration de légumineuses (luzerne, trèfle, pois, féveroles, haricot, etc.) dans nos assolements en substitution du soja importé ; recours à la fertilisation biologique de nos plantes en utilisant des champignons mycorhiziens ou à des bactéries fixatrices de l'azote de l'air, plantation de haies pour éviter les ruissellements et héberger les coccinelles prédatrices des pucerons ravageurs, etc.

Il nous faudrait promouvoir aujourd'hui une agriculture moins industrielle, c'est-à-dire plus artisanale, plus soignée, plus respectueuse de l'environnement mais aussi plus intensive en emplois. Il convient, pour ce faire, de réorienter au plus vite les aides de la PAC (actuellement concédées en proportion de la surface) afin que nos paysans, droits dans leurs bottes, puissent être correctement rémunérés, en échange de bons produits et de services d'intérêt général, et ne plus devoir sans cesse mendier des subventions sans grand effet sur les systèmes de production agricole.

Par Marc Dufumier

Il faut un plan de sauvetage national pour nos paysans

Le Monde 9 février 2016

La colère des agriculteurs est légitime et dangereuse. La profession doit être déclarée d'utilité publique, tant la France en a besoin

a colère des agriculteurs prend au dépourvu le pays. Elle couvait pourtant depuis longtemps. A travers les manifestations et les blocages, c'est un profond malaise qui s'exprime. Les paysans n'occupent plus qu'une place minime dans une société française devenue urbaine et qui a oublié la peur de manquer. Ils sont ainsi victimes de leurs réussites : si nous avons encore faim, si comme hier nous payions encore cher une nourriture incertaine, nous serions en effet plus attentifs à la souffrance des campagnes.

Mais la France est devenue le troisième exportateur mondial de blé, le premier de semences, sur 5 % seulement des terres cultivées de la planète. Elle assure, par ailleurs, le cinquième de la production européenne. L'excellence de nos produits les rend attractifs dans le monde entier en soulageant le déficit de notre balance commerciale. Nous nourrissons ainsi l'Afrique du Nord, où le prix de la nourriture conditionne la paix sociale.

Alors que le changement climatique met en péril la sécurité alimentaire mondiale et que la montée des classes moyennes exige une alimentation de qualité, produire reste un impératif : il faudra un milliard de tonnes de céréales en plus d'ici à 2050. Le retour de la faim et la guerre menacent les pays qui négligent leur sécurité alimentaire. Partout, l'agriculture est devenue stratégique. Partout, sauf en France.

des attaques décourageantes

Pour produire bon et sain, encore faut-il être correctement rémunéré. Et respecté pour son travail. Non seulement les agriculteurs travaillent

trop souvent à perte, mais ils subissent sans cesse des attaques qui les découragent, car elles méconnaissent la réalité de leurs pratiques.

En un quart de siècle, les campagnes ont vécu une véritable révolution. La montée des exigences écologiques a bouleversé le travail de la terre comme l'élevage. L'agriculture de précision est devenue une réalité partout, autant dans le bio que dans le conventionnel, dont les méthodes convergent de plus en plus. Partout, l'innovation vise à une meilleure efficacité -environnementale.

Pourtant, les contraintes et les contrôles ne cessent de se durcir. Les coûts qu'ils engendrent fragilisent l'équilibre économique des exploitations agricoles, surtout quand les cours mondiaux s'effondrent. Les paysans français subissent à la fois une réglementation plus rigoureuse que leurs voisins et des charges plus élevées, notamment pour leur main-d'œuvre. L'endettement des exploitations est devenu tel que les suicides atteignent des niveaux record dans une profession où l'on vit pourtant plus longtemps que la population française : c'est ainsi la troisième cause de mortalité dans le monde agricole, après les cancers et les maladies cardiovasculaires, selon -l'Institut de veille sanitaire.

Les agriculteurs demandent aujourd'hui à percevoir une part équitable de la valeur ajoutée qu'ils apportent à notre économie, à nos emplois (un emploi agricole en génère cinq, et même sept dans l'élevage), à nos paysages. Ils devraient bénéficier d'un plan de sauvetage national, être déclarés d'utilité publique tant la France a besoin d'eux !

une industrialisation devenue la règle

Chaque fois qu'un agriculteur disparaît, la friche s'installe, la montagne se ferme, les lotissements gagnent. Les exploitations restantes s'agrandissent, car c'est souvent le seul moyen de faire face aux coûts des mises aux normes et des certifications. Nous poussons ainsi, sans le vouloir, à cette industrialisation de l'agriculture qui est devenue la règle dans bien des pays. Croire que l'on nourrira la France avec les aimables jardiniers que les médias adorent mettre en avant est un leurre : quand la nourriture devient trop chère, nous refusons de la

payer et l'achetons à des pays qui sont loin d'avoir les mêmes exigences sociales et environnementales que les nôtres...

Les agriculteurs ne peuvent pas être pris dans l'étau de réglementations de plus en plus draconiennes et de débouchés qui se raréfient ! Il faut reconnaître leur travail, accepter que la nourriture belle, saine et pas chère se mérite, privilégier la qualité du " made in France ". L'oligopole de la grande distribution, avec quatre centrales d'achat seulement qui font la pluie et le beau temps, doit cesser la guerre des prix, dont les agriculteurs sont les premières victimes. Le gouvernement français doit faire une priorité du sauvetage des éleveurs comme des fermes qui n'y arrivent plus. L'agriculture est le deuxième employeur de France.

N'oublions pas que la production alimentaire mondiale se répartit en fonction des sommes que les Etats investissent dans l'agriculture. Est-il acceptable qu'un litre de lait d'une qualité irréprochable soit moins payé qu'un litre d'eau minérale ? Est-il acceptable que nous ayons tant de mépris pour ceux qui nous nourrissent ?

La COP21 a mis en avant la valeur des solutions fondées sur la nature. Les agriculteurs en sont les sentinelles et les gardiens. Un champ de maïs, un verger, une prairie s'inscrivent dans la transition agroécologique et captent plus de gaz à effet de serre qu'une forêt tropicale. L'irrigation intelligemment menée est une absolue nécessité. Les paysans maintiennent un tissu vivant de campagnes soignées. Ils se sentent fiers de leurs produits, responsables de la façon dont ils nous nourrissent. Et nous sommes en train de saccager tout ça, en train de tuer la poule aux œufs d'or !

Pour moi qui ai connu dans l'humanitaire les crises alimentaires dramatiques provoquées par le manque de moyens et les ravageurs, la misère des campagnes pauvres, l'exode rural massif des laissés-pour-compte et le danger pour un pays de dépendre d'importations alimentaires incertaines aux prix volatils, la façon dont la France ignore la souffrance de ses campagnes reste une douloureuse énigme.

Par Sylvie Brunel

